**MARCHE N°25-2778**

**« Pousser les murs pour favoriser les échanges »**

**ZOLA**

**Mission d’Ordonnancement – Pilotage – Coordination**

**MARCHE AVEC PROCEDURE ADAPTEE**

(articles L2123-1 et R2123-1 et suivants du **C.** **C.** **P**.)

**ACCORD CADRE A BONS DE COMMANDE**

(articles R 2162-3 et suivants du C.C.P.)

**CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES**

**VALANT**

**ACTE D’ENGAGEMENT**

**(CCP valant AE)**

# PREAMBULE

## > Missions de la CPAM du Rhône

La CPAM du Rhône est un organisme de droit privé exerçant une mission de service public.

Elle joue un rôle majeur au service de la protection de la santé des habitants de son territoire en permettant à chacun de se faire soigner quel que soit son niveau de ressources. Elle agit en lien étroit avec les autres acteurs locaux de l’Assurance Maladie (Carsat, service médical…) ainsi qu’avec de nombreux partenaires de la région.

Ses grandes missions sont les suivantes :

* Organiser l’affiliation des bénéficiaires, le remboursement des frais de santé et le versement des revenus de remplacement en portant une attention particulière aux plus fragiles ;
* Mener des actions de prévention et développer des parcours d’accompagnement individualisé pour accompagner les assurés dans la préservation de leur santé ;
* Réguler les dépenses et s’assurer de la qualité des soins en encourageant les bonnes pratiques, en favorisant la coordination des acteurs de santé et en luttant contre les abus et les fraudes.

La CPAM du Rhône propose également une offre de soins par le biais :

* Des Centres de Santé Dentaires (CSD) accessibles à tous les assurés sociaux et proposant une offre de soin identique à celle d’un centre dentaire mutualiste ou privé.
* D’un Centre de Soins Médicaux Infirmiers (CSMI)
* Des Centres d’Examens de Santé (CES) pour contribuer au développement de la prévention et à la lutte contre les inégalités de santé.

L’exercice de ces missions est piloté via un Système de Management par processus :

La Direction définit la stratégie et assure le pilotage de la performance.

Les processus métier ont en charge les domaines suivants :

* Gestion de la relation client
* Accompagnement des assurés
* Gestion des droits
* Soins de ville
* Gestion du risque
* Etablissements
* Revenus de remplacement

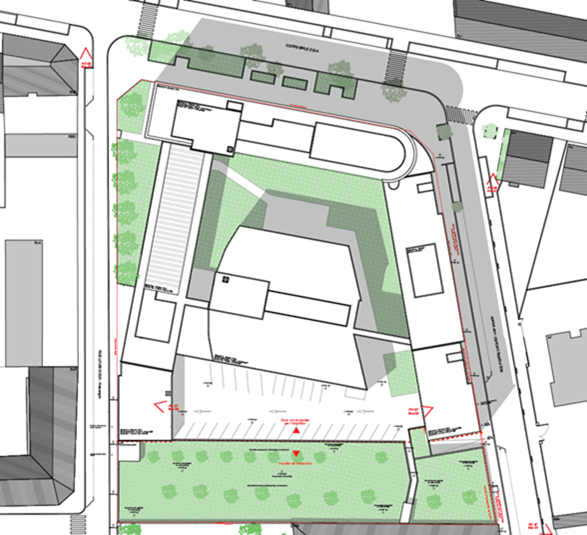
Les processus supports ont en charge les domaines suivants :

* Activités comptables et financières
* Ressources humaines
* Achats et moyens généraux
* Immobilier
* Informatique

## > Contexte du projet

Le site de ZOLA, objet de la présente consultation et situé au 276 Cours Emile ZOLA à Villeurbanne (69100) abrite le siège de la CPAM du Rhône.

Bat CBat BBat DBat ABat A



*Plan Masse*

Construit entre 2004 et 2006, il est composé de 4 corps de bâtiments :

- Bâtiment A (type R+2 avec 1 niveau R+3 d'archives), qui accueille des activités de bureaux,

- Bâtiment B (type R+6 avec 1 niveau R+7 technique), qui héberge des activités de bureau, l'accueil des assurés au rez-de-chaussée ainsi que le service social et le service médical,

- Bâtiment C (type R+4), qui regroupe des activités de bureaux,

- Bâtiment D (type R+3 avec 1 niveau R+4 technique), qui héberge des activités de bureau, la salle de convivialité à des fins de restauration au Rez de Chaussée et le PC Sécurité.

Le bilan des surfaces du bâtiment est le suivant :

- Surface SHOB bâtiment : 33 510 m²

- Surface SHON bâtiment : 18 270 m²

- Surface SUB bâtiment : 16 120 m²

Le site est classé :

* ERP 5ème catégorie pour les zones d’accueil d’accès du public (Accueil assuré au Rez de Chaussée du bâtiment – 49 personnes, salle des commissions au R+4 du bâtiment B - 35 personnes et salle du conseil au R+6 du bâtiment B – 49 personnes)
* Code du Travail pour tous les autres locaux

Le point de départ du projet de réaménagement des espaces est l’approbation du Schéma Directeur Immobilier Local 2023-2027.

Le réaménagement des espaces sur le site de ZOLA vise à sa densification conformément aux dispositions contenues dans la circulaire du Premier Ministre du 8 février 2023, traduite dans la lettre réseau interne (LR-DDO-93-2023).

Cette densification du siège s’opère dans le cadre de projets de cessions immobilières par le rapatriement:

* Du service Prestations en Espèces provenant du site de Meyzieu.

Elle s’opère en outre dans le projet de Transformation de l’Assurance Maladie visant à rapatrier :

* L’ensemble de la Direction Régionale du Service Médical (DRSM)
* Certains effectifs de l’Echelon Local du Service Médical (ELSM)

   En définitive, le siège prévoit d’accueillir à l’horizon 2027 près de 960 salariés contre 760 actuellement, impliquant une réorganisation globale des zones d’occupation, d’articulation géographique et fonctionnelle des services ainsi qu’un réaménagement des espaces de travail.

   L’enjeu majeur de la réorganisation et du réaménagement de ces espaces est l’acceptation par les services de leur nouveau cadre de travail.

Les espaces envisagés vont ainsi transformer le rapport au lieu de travail qu’ont les salariés, en passant du bureau traditionnel, personnel ou en co-occupation limitée, à des espaces ouverts, flexibles, partagés…

La politique immobilière est pour partie liée à des facteurs exogènes qui sont des textes (règlementaires pour l’essentiel), comme la circulaire Premier Ministre (traduite et adaptée par « la lettre réseau 2023-93 ») ou les décrets Eco–Energie Tertiaire (DEET) et BACS quant à des niveaux de performance environnementale à atteindre. Les actions entreprises pour l’aménagement des espaces du site devront permettre d’atteindre a minima les objectifs 2030-2040.

L’Assurance Maladie porte des valeurs universelles de solidarité, d’égalité et de justice sociale.

Depuis 2007, elle inscrit son action dans la définie comme la contribution des organismes au développement durable : responsabilité environnementale, sociale et économique.

A travers la signature d’une Charte, la Caisse Nationale d’Assurance Maladie (CNAM) conforte ses engagements et s’implique au quotidien au travers de gestes, d’actions, de décisions.

Parmi les 10 engagements de la Charte, deux sont particulièrement liés au projet objet des présentes :

- N°5 : Assurer la santé et la sécurité de tous nos salariés, accessibilité et sécurité des locaux, aménagement des postes de travail, etc.

- N°8 : Limiter l’empreinte de notre activité sur l’environnement, actions sur les consommations d’énergie, d’eau, de papier, tri, recyclage et valorisation des déchets dans le cadre d’un plan de traitement des déchets, établissement d’un Bilan Carbone ou d’un bilan Gaz à Effet de Serre lié aux activités de l’organisme…

Dans la cadre de la Responsabilité Sociétale des Organisations (RSO), les aménagements doivent se réaliser dans le respect de la démarche environnementale initiée dans l’organisme, notamment via le réemploi des matériaux existants (en particulier les cloisons amovibles opaques, vitrées, portes, plancher technique, revêtement de sol, faux plafond…).

# ARTICLE 1 – PARTIES

## - Identification de l’acheteur

|  |  |
| --- | --- |
| Raison sociale | CPAM DU RHÔNE |
| Adresse | 276 COURS EMILE ZOLA  69100 – VILLEURBANNE |
| Adresse électronique | unitemarches.cpam-rhone@assurance-maladie.fr |
| Signataire du marché | EMMANUELLE LAFOUX  Directrice |
| Contact pour les renseignements concernant le nantissement ou la cession de créances | ALINE BERNADAC  Directrice comptable |
| Comptable assignataire | ALINE BERNADAC  Directrice comptable |

## 

## 1.2 – Contractant

Après avoir pris connaissance des pièces constitutives du marché public indiquées à l’article « documents contractuels » du cahier des clauses administratives particulières qui fait référence au CCAG PI et conformément à leurs clauses et stipulations sans modification aucune ;

 Le signataire (Candidat individuel),

|  |  |
| --- | --- |
| M/Mme |  |
| Agissant en qualité de |  |

 M’engage sur la base de mon offre et pour mon propre compte,

|  |  |
| --- | --- |
| Nom commercial et dénomination sociale |  |
| Adresse |  |
| Adresse électronique |  |
| Numéro de téléphone |  |
| Télécopie |  |
| Numéro de SIRET |  |
| Code APE |  |
| Numéro de TVA intracommunautaire |  |

  Engage la société     sur la base de son offre,

|  |  |
| --- | --- |
| Nom commercial et dénomination sociale |  |
| Adresse |  |
| Adresse électronique |  |
| Numéro de téléphone |  |
| Télécopie |  |
| Numéro de SIRET |  |
| Code APE |  |
| Numéro de TVA intracommunautaire |  |

  Le mandataire (Candidat groupé),

|  |  |
| --- | --- |
| M/Mme |  |
| Agissant en qualité de |  |

,désigné mandataire :

  du groupement solidaire   solidaire du groupement conjoint   non solidaire du groupement conjoint

|  |  |
| --- | --- |
| Nom commercial et dénomination sociale |  |
| Adresse |  |
| Adresse électronique |  |
| Numéro de téléphone |  |
| Télécopie |  |
| Numéro de SIRET |  |
| Code APE |  |
| Numéro de TVA intracommunautaire |  |

S’engage, au nom des membres du groupement, sur la base de l’offre du groupement à exécuter, sans réserve, les prestations demandées dans les conditions définies ci-après ;

L’offre ainsi présentée n’est valable toutefois que si la décision d’attribution intervient dans un délai de 120 jours à compter de la date limite de réception des offres fixée par le règlement de la consultation.

Les caractéristiques du titulaire du marché désigné dans le présent CCP sous le nom "le programmiste » sont précisées ci-avant.

Si, en cours de marché, le titulaire décide de remplacer les collaborateurs concourant aux études désignés dans son offre, il soumet à l’acceptation du maître d’ouvrage les nouveaux collaborateurs en lui précisant leurs références. Le maître d’ouvrage peut également récuser directement ou refuser certains collaborateurs ; dans ce cas le titulaire s’engage à remplacer les collaborateurs récusés ou refusés dans un délai de 7 jours calendaires.

Le Titulaire réalisera sa mission dans le respect de règles déontologiques fortes. Conformément à la loi n° 85-704 portant sur la maîtrise d’ouvrage publique et ses relations avec la maîtrise d’œuvre, il ne pourra à aucun moment se voir confier des missions de maîtrise d’œuvre.

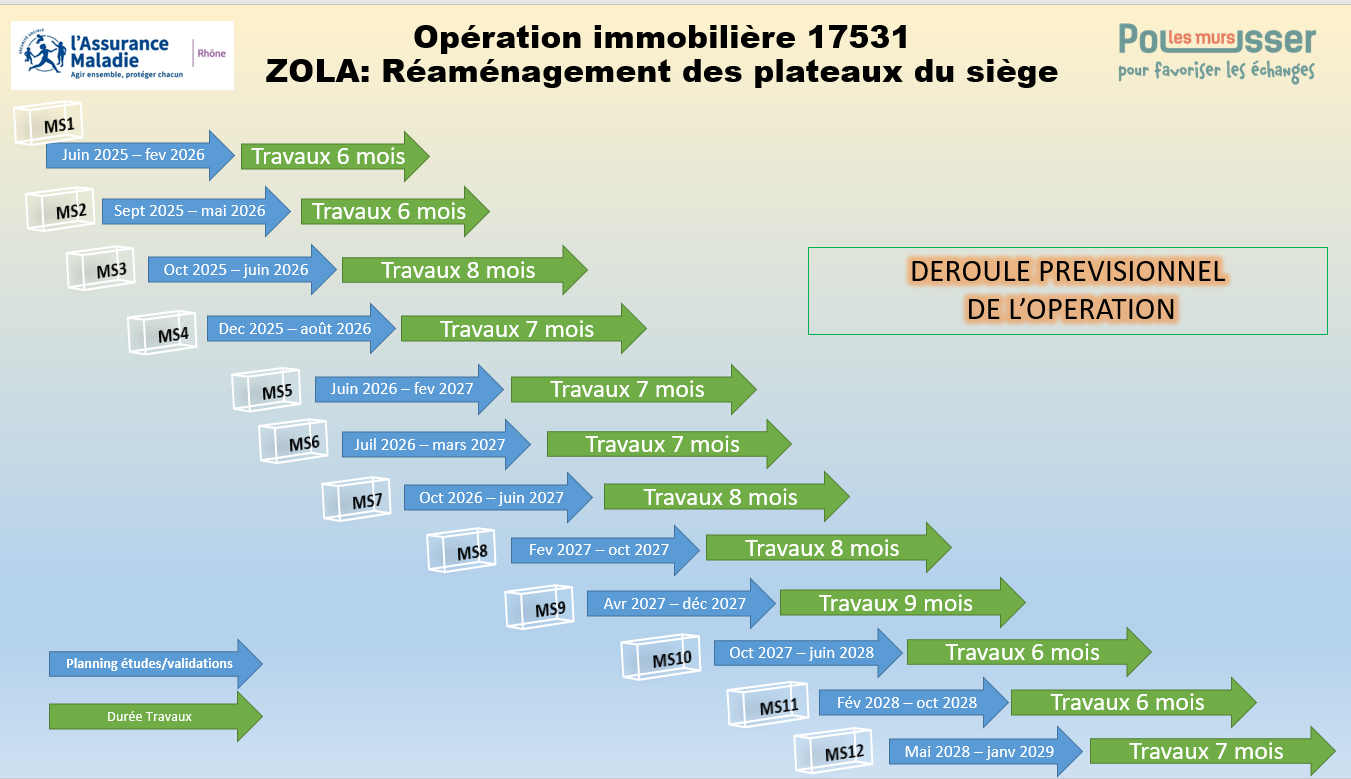
# ARTICLE 2 - OBJET DU MARCHE – DISPOSITIONS GENERALES

## 2.1 - Objet du marché

Le marché a pour objet la mission d’ordonnancement – pilotage – coordination (O.P.C) telle que précisée à l’article 5 pour la réalisation des travaux de réaménagement de l’ensemble des espaces du siège de la CPAM du Rhône (site de Zola).

Le projet consiste en l’aménagement des plateaux de bureaux du site de la CPAM en espaces collaboratifs. Les travaux se dérouleront en 12 phases de janvier 2026 à juillet 2029.

|  |
| --- |
| PHASE 1 - Aménagement plateaux - Bât. D - 3ème étage Sud |
| PHASE 2 - Aménagement plateaux - Bât. A - 2ème étage |
| PHASE 3 - Aménagement plateaux - Bât. A et D - niveau 0 |
| PHASE 4 - Aménagement plateaux - Bât. D - 1er étage |
| PHASE 5 - Aménagement plateaux - Bât. B - 3ème étage |
| PHASE 6 - Aménagement plateaux - Bât. C - 3ème étage et Bât. D - 3ème étage Nord |
| PHASE 7 - Aménagement plateaux - Bât. A - 1er étage |
| PHASE 8 - Aménagement plateaux - Bât. B et C - 1er étage |
| PHASE 9 - Aménagement plateaux - Bât. B - 2ème étage et 4ème étage |
| PHASE 10 - Aménagement plateaux - Bât. C - 2ème étage |
| PHASE 11 - Aménagement plateaux - Bât. C - 4ème étage |
| PHASE 12 - Aménagement plateaux - Bât. D - 2ème étage |



Le site de ZOLA reste en service pendant les travaux.

Les plateaux concernés par les travaux seront quant à eux vidés de leurs occupants.

Les travaux démarrent au 1er trimestre 2026 pour une durée prévisionnelle de 42 mois, soit une fin de chantier en avril 2029.

Les travaux seront réalisés par des entreprises titulaires du marché Accord cadre travaux d’aménagement (en cours de consultation) avec notamment un lot plâtrerie – peinture - sol souple – faux plafond, un lot menuiseries intérieures agencement, un lot cloisons modulaires, un lot carrelage faïences, un lot CVC-Plomberie et un lot Electricité CFO-CFA-SSI

Chaque phase fera l’objet d’un marché subséquent.

**Description sommaire des travaux par plateaux :**

* Pas de travaux sur le clos couvert

1. ***Travaux de second œuvre (liste non exhaustive):***

* Déplacement des cloisons modulaires existantes pleines et vitrées, ajout partiel de cloisons modulaires neuves
* Remplacement partiel des faux plafonds (réemploi majeur)
* Remplacement partiel des dalles Flotex (réemploi majeur)
* Plancher Technique existant conservé (démontage et remontage prévus pour travaux lots techniques et travaux acoustique)
* Travaux de remise en peinture partiels
* Travaux ponctuels de cloisonnements traditionnels (locaux techniques isolés…)
* Travaux de menuiseries intérieures (remplacement de portes, portes DAS neuves, Oculus…), travaux d’agencements (placards, plans de travail, claustras…) et d’amélioration du confort acoustique
* Travaux partiels de carrelage / faïences notamment si intervention dans les sanitaires

1. ***Travaux de CVC – plomberie (liste non exhaustive):***

* Productions Chauffage et eau glacée conservées
* Distribution 4 tubes conservée
* Equipements terminaux (Ventilo-convecteurs gainables 4T en FP conservés)
* Remplacement régulation, vannes de régulation des unités, remplacement des thermostats avec regroupement par zone, liaison GTC existante, commande « présence », etc.
* Remplacement des grilles de diffusion des VC
* CTA soufflage / Reprise (Double Flux sans récupération) conservées
* Gaines de soufflage / reprise collectives conservées
* Dissociation des soufflages AN des VC (actuellement soufflage en vrac dans plénum à l’arrière des VC) avec modifications gaines et grilles de soufflage neuves + Modules de régulation / registres motorisés pour adaptation et automatisation des débits
* Bouches de reprise CTA neuves
* Travaux de plomberie / sanitaires ponctuels dans les toilettes. Quelques coins « tisanerie » prévus

1. ***Travaux d’électricité CFO/CFA/SSI (liste non exhaustive):***

* TGBT conservé
* Présence d’une source de secours (GE) conservé
* Armoires divisionnaires d’étage conservées et adaptées si nécessaire
* Mise en conformité des armoires divisionnaires par plateau
* Réfection éclairage par plateau (conservation des circuits / câbles) avec remplacement / complément des luminaires existants, BUS DALI pour les espaces partagés
* Commande extinction depuis GTC
* Mise en conformité Eclairage de Sécurité
* Remplacement de tous les équipements des postes de travail par plateau (mise en place de points de consolidation CFO/CFA dans plancher technique), chemins de câbles neufs dans Plancher technique et faux plafond. Les câbles des circuits PC seront conservés autant que possible
* Travaux sur le contrôle d’accès
* Réfection TOTALE des installations VDI de chaque plateau jusqu’aux locaux techniques VDI.
* Travaux sur le SSI de catégorie A existant (déplacement/Suppression/Ajout de DAI / DM, ajout éventuel de DS, asservissement portes DAS neuves éventuelles, Diffuseurs lumineux sanitaires…)

L’enveloppe financière prévisionnelle des travaux est de : 5 600 000 € HT.

# 2.2 - Intervenants

*2.2.1 - Maître d’ouvrage (MOA)*

Le Maître de l’ouvrage est la CPAM du Rhône

L’autorité représentant le pouvoir adjudicateur est Madame Emmanuelle Lafoux, Directrice Générale.

*2.2.2 – L’équipe de maîtrise d’œuvre (MOE)*

La maîtrise d’œuvre sera réalisée par une équipe interne à la CPAM du Rhône constituée :

* D’un architecte DPLG, salarié de la CPAM du Rhône
* Un technicien Fluides / économiste salarié de la CPAM du Rhône

Autres intervenants externes prévus :

* Eventuellement BET CFO pour aide à la conception d’un plateau type
* Un coordonnateur SSI

*2.2.3 – Le Contrôleur Technique :*

**SUD EST PREVENTION**

17, Chemin Louis Chirpaz

69 130 ECULLY

*2.2.3 – La coordination Sécurité et protection de la santé (CSPS)*

En cours d’attribution.

**2.3- Décomposition en lots**

La mission d’OPC n’est pas allotie et constitue un lot unique. En effet, conformément à l’article L2113-10 du code de la commande publique, l’objet du marché ne permet pas l’identification de prestations distinctes.

Il n’est pas prévu de décomposition en tranches.

**2.4- Procédure et technique d’achat**

Le présent marché est passé selon une procédure adaptée (MAPA) conformément aux dispositions des articles L2123-1 et R2123-1 du Code de la Commande Publique.

L’opération prévoit un phasage en 12 tranches de travaux (Article 1.1), le présent marché prend donc la forme d’un accord cadre. Il s’exécutera par l’émission de bons de commande.

Chaque phase de travaux fera l’objet d’un bon de commande de la part de la CPAM du Rhône.

**Les montants minimums de commande, pour la durée totale du marché : 0 € HT**

**Les montants maximums de commande, pour la durée totale du marché : 142 900€ HT.**

Les variantes sont interdites.

**2.5- Prestations similaires**

Conformément aux dispositions de l’article R2122-7 du Code de la Commande Publique, la CPAM du Rhône peut passer un marché de services sans publicité ni mise en concurrence préalables ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui ont été confiées au titulaire du présent marché.

## **2.6 - Maitrise d’ouvrage et maitrise d’œuvre**

La CPAM du Rhône, maître d’ouvrage, assure également la maitrise d’œuvre du projet.

# ARTICLE 3 - PIECES CONSTITUTIVES DU CONTRAT

Par dérogation à l’article 4.1 du CCAG-PI, les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité décroissante :

* Le présent cahier des clauses particulières valant Acte d’Engagement (CCP valant AE et son annexe relative aux actes techniques correspondant aux phases d’intervention du coordonnateur SPS)
* Les bons de commande
* Les programmes fonctionnel et technique de l’ouvrage
* Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics des prestations intellectuelles (CCAG-PI) approuvé par l’arrêté du 30 mars 2021.
* Le décret n° 93-1268 du 29 novembre 1993 relatif aux missions de maîtrise d’œuvre confiées par des maîtres d’ouvrage publics à des prestataires de droit privé
* L’annexe I de l’arrêté du 21 décembre 1993 précisant les modalités techniques d’exécution des éléments de mission de maîtrise d’œuvre confiés par des maîtres d’ouvrage publics à des prestataires de droit privé

# ARTICLE 4 – DUREE DU MARCHE

Le début d’intervention de l’OPC est prévu dès la réception par le titulaire de chaque bon de commande émis par le représentant de la CPAM du Rhône.

A titre indicatif, le démarrage de l’intervention de l’OPC est prévu pour **novembre 2025**

Les interventions de l’OPC s’achèvent à l’expiration du délai de la garantie de parfait achèvement du dernier bon de commande émis, telle qu’elle est définie à l’article 44.1 du Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de travaux (CCAG).

**Planning prévisionnel** : cf. ci-avant

**Durée estimative des travaux** : cf.ci-avant.

# ARTICLE 5 – MISSIONS

## **5.1 – Objet et étendue de la mission**

La complexité de la mission réside en l’organisation des 12 phases successives de chantier en site occupé.

L’ampleur de l’opération doit attirer l’attention du titulaire sur le phasage opérationnel pour anticiper l’enchaînement des opérations, faciliter, optimiser et sécuriser la mise en œuvre des travaux sur l’ensemble des lots ainsi que rendre l’impact des travaux le plus acceptable possible pour les riverains.

La mission est ainsi essentielle à la réussite et la bonne réalisation de l’opération, du fait de la complexité liée à l’articulation des interventions.

La gestion des interfaces entre les chantiers constitue un enjeu majeur pour la bonne marche de l’opération, tant concernant la sécurité que pour assurer aux occupants une qualité de vie au travail la meilleure possible.

Dans ce cadre, la mission dévolue au titulaire a pour objet :

* Ordonnancement et planification
* Analyse des tâches élémentaires portant sur les études d'exécution et les travaux, détermination de leurs enchaînements, ainsi que de leur chemin critique par des documents graphiques, proposition des mesures visant au respect des délais d'exécution des travaux et répartition appropriée des éventuelles pénalités.
* Coordination
* Harmonisation dans le temps et dans l'espace des actions des différents intervenants au stade des travaux et, le cas échéant, présidence du collège interentreprises d'hygiène et de sécurité.
* Pilotage
* Mise en application, au stade des travaux et jusqu'à la levée des réserves, dans les délais impartis dans les marchés de travaux, des diverses mesures d'organisation arrêtées au titre de l'ordonnancement et de la coordination.

## **5.2 – Contenu de la mission**

* **Pendant la phase de préparation des travaux, il est attendu du titulaire:**
* De regrouper les listes des plans d’exécution établis par les entrepreneurs,
* De planifier et coordonner temporellement les études d’exécution,
* De mettre en place l’organisation générale de l’opération,
* De planifier les travaux.

De manière générale, le planning, détaillé et consolidé en collaboration avec les intervenants tout au long du projet, doit synthétiser précisant notamment les acteurs, les tâches, zone géographique d’intervention ainsi que les dates et/ou durées d’intervention, méthodes et moyens, quantités, budgets.

A travers l’organisation de chantier, il est précisément attendu que le titulaire vérifie la faisabilité en termes d’accès, d’environnement et de moyens et précise la stratégie de chantier commune et cohérente entre tous les lots.

Concernant le suivi et la coordination des études, il est attendu du pilote de :

* Consolider le planning travaux à partir du planning DCE et des entreprises de travaux (Présentation du planning et phasages, études des carnets de détail et principes constructifs) avec recalage et notification à l’issue de la période,
* Recenser le rôle des responsables et intervenants à travers la production d’un organigramme et d’un répertoire de chantiers.

Livrables attendus : Planning général et détaillé, note d’organisation de chantier, plan de principe d’organisation de chantier, cahier de phases des travaux

* **Pendant la période d’exécution des travaux, il est attendu du titulaire**
* De veiller au respect du cadre d’organisation défini en phase de préparation ;
* De mettre à jour la planification générale et de la compléter par une planification détaillée par périodes et par élément d’ouvrage ;
* De coordonner l’ensemble des intervenants, en particulier en animant des réunions spécifiques de coordination et diffuser leurs comptes rendus ;
* De veiller au respect des objectifs calendaires et, le cas échéant, de proposer des mesures correctives pour rattraper des retards ;
* D’apprécier l’origine des retards.

Au regard des caractéristiques essentielles de l’opération projetée (calendrier, enchaînement des phases, travail en site occupé), le suivi de l’avancement et des activités est primordial à sa réussite.

Au regard des objectifs ambitieux de la maîtrise d’ouvrage concernant le réemploi des matériaux, une attention particulière est attendue permettant d’optimiser la gestion des flux.

Outre les visites et le contrôle présentiel des entreprises, il est attendu de manière non exhaustive :

* Un pointage a minima hebdomadaire de l’avancement consigné dans un compte rendu et transmis à la maîtrise d’ouvrage ;
* La vérification des moyens mis en œuvre et leur cohérence avec les plannings (effectifs, équipements, cadences etc.) ;
* La vérification des approvisionnements ;
* Mise en évidence des retards et de leurs causes avec proposition d’actions correctives immédiates ;
* Mise à jour, tous les mois, du planning général de l’opération.

L’ensemble des points précités sont tenus dans un journal de bord, mis à jour en continu et à disposition de la maitrise d’ouvrage.

* **Pendant la phase d’assistance aux opérations de réception**
* Proposition d’organisation du processus OPR et de levée des réserves avec calendrier détaillé, pointage périodique de l’avancement, information de la maitrise d’ouvrage et relances éventuelles ;
* Planification et suivi des essais ;
* Collecte et vérification des Dossiers des Ouvrages Exécutés (DOE) ;
* Repli de chantier ;
* Rapport de fin de mission permettant de retracer le déroulement de l’opération et les l’imputabilité des retards ;
* Sur demande, assistant au Maître d’ouvrage pour les réclamations et litiges éventuels.

## **5.3 – Missions complémentaire**

A titre complémentaire, il pourra être demandé au titulaire, dans le cadre de sa mission d’Ordonnancement, de Pilotage et de Coordination, de prendre en charge la gestion des flux de mobilier en lien avec l’organisation générale des chantiers successifs en site occupé.

Pour chaque phase d’intervention, il définira les périodes de déménagement du mobilier existant et les intégrera aux plannings contractuels dont il assure la tenue et la mise à jour.

Il pourra établir les plans de chantier correspondants, sur lesquels seront précisément localisés les emplacements de stockage temporaire du mobilier, en fonction des besoins et des contraintes de chaque phase.

Il lui incombera également de collaborer à l’ensemble des opérations de transfert et de relocalisation du mobilier, en veillant au strict respect des délais, en lien étroit avec la CPAM.

Son objectif sera de garantir à la fois le bon déroulement des travaux, la bonne gestion des flux de mobiliers existants et la continuité pleine et entière de l’activité sur les sites occupés.

## **5.4 – Personne chargée de la conduite des prestations**

La bonne exécution des prestations dépendant en particulier de la composition qualitative et quantitative de l’équipe, le titulaire du marché a l’obligation de maintenir en place chacun de ses membres et notamment le coordonnateur de l’équipe nommément désigné ci-après pendant la durée nécessaire à l’accomplissement des prestations.

Coordonnateur :

Nom :

Prénom :

Tel portable :

Mail :

Si l’un des membres de l’équipe désignée n’est pas en mesure d’accomplir sa mission, le titulaire du marché doit en aviser immédiatement la CPAM du Rhône et prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne soit pas compromise.

A ce titre, obligation est faite au titulaire de désigner un remplaçant (de qualité et de disponibilité équivalente ou supérieure à et d’en communiquer le nom et les titres à la CPAM du Rhône dans un délai de 15 jours à compter de la date ‘envoi de l’avis dans il est fait mention à l’alinéa précédent ;

Si la CPAM du Rhône n’accepte pas le remplaçant proposé, le titulaire dispose de 15 jours pour désigner un autre remplaçant et en informer le maitre d’ouvrage. A défaut de désignation, ou si le remplaçant est récusé dans le délai indiqué ci-dessus, la CPAM du Rhône se réserve le droit de résilier le marché dans les conditions prévues à l’article 39 du CCAG PI.

# ARTICLE 6 – COORDINATION EN MATIERE DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE

Conformément aux articles L.4531-1 au 4532-18 du code du travail relatifs à la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, le titulaire doit travailler en liaison avec le coordonnateur "sécurité et protection de la santé" retenu par le maître d'ouvrage, notamment, suivant ce que prévoit son contrat, pour ce qui concerne la participation à la définition des mesures d’organisation générale nécessaire à l'élaboration du Plan Général de Coordination SPS, la mise en place de mesures de planification, de coordination et de pilotage des entreprises respectant les principes généraux de prévention et les dispositions particulières définies par le coordonnateur « sécurité et protection de la santé ».

Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur SPS est soumis au maître d'ouvrage

# ARTICLE 7 – DOCUMENTS D’ETUDES

**7.1 – Documents à produire :**

Conformément aux différentes phases décrites à l’article 5.2 ci-avant, les documents sont à produire dans les délais calendaires suivants :

|  |  |
| --- | --- |
| **Type de document** | **Délai de remise** |
| Phase Préparation :  Planning général et détaillé, note d’organisation de chantier, plan de principe d’organisation de chantier, cahier de phases des travaux… | Avant le démarrage du chantier. |
| Phase Exécution : | L’ensemble des points précités sont tenus dans un journal de bord, mis à jour en continu et à disposition de la maitrise d’ouvrage. |
| Phase AOR : | . |
| Proposition d’organisation du processus OPR et de levée des réserves avec calendrier détaillé, pointage périodique de l’avancement, information de la maitrise d’ouvrage et relances éventuelles ; Planification et suivi des essais ;  Repli de chantier ; demande des DOE auprès entreprises. | 1 mois avant la date prévisionnelle de fin de chantier tel que prévu dans le dernier planning mensuel |
| Collecte et vérification des Dossiers des Ouvrages Exécutés (DOE) ; | Au plus tard, un mois après la réception sans réserve de chaque marché subséquent |
| Rapport de fin de mission permettant de retracer le déroulement de l’opération et les l’imputabilité des retards ; |  |
| Sur demande, assistant au Maître d’ouvrage pour les réclamations et litiges éventuels. |  |
| Compte-rendu (s) de réunion | Au plus tard 1 jours ouvré après la réunion |
| Pointage hebdomadaire du planning | Joint au compte-rendu hebdomadaire |
| Autre document | 7 jours à compter de la demande du maitre d’ouvrage |

**7.2 – Présentation des documents :**

Par dérogation à l’article 28.4. 2 du CCAG PI, le titulaire est dispensé d’aviser par écrit la CPAM du Rhône de la date à laquelle les documents lui seront présentés.

Sur demande, les documents (liste non exhaustive) sont à remettre sur support informatique au format Word – Excel et/ou PDF :

Les Plans sont fournis sous format AutoCad (format .dwg) et en PDF,

L’envoi dématérialisé des documents sera privilégié ; pour cela, l’usage de la plate-forme d’échanges de documents « BLUEFILES » sera favorisé

# ARTICLE 9 – PENALITES

Le maître d’ouvrage refusera tout document d’étude :

* S’il est incomplet
* S’il n’est pas transmis par les canaux d’échanges de documents définis à l’article 9 ci-avant.

Dans ces cas, les pénalités de retard seront appliquées par le maître d’ouvrage à compter du prononcé de la réception du document d’étude précédent.

Par dérogation à l’article 14.1.1 du CCAG-PI, les pénalités sont dues sans mise en demeure préalable.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-PI, les pénalités ci-dessus s'appliqueront quel qu'en soit le montant.

**9.1 - Pénalités de retard dans la présentation des documents**

En cas de retard dans la présentation des documents, telle que prévue à l’article 7.1 ci-avant, le titulaire se verra appliquée une pénalité forfaitaire d’un montant égal à 150 € HT par jour de retard.

Sur demande du titulaire, après accord du pouvoir adjudicateur, les pénalités appliquées s’effacent en cas de rattrapage des délais.

En cas de non-respect de ce délai, les pénalités déterminées ci-dessus seront appliquées.

**9.2 - Absence à une réunion**

En cas d’absence non justifiée du titulaire à une réunion à laquelle il était convoqué ou à une réunion qu’il est chargé d’animer, il sera appliqué une pénalité de 150 euros.

# ARTICLE 10 – OPERATIONS DE VERIFICATION

Les dispositions des articles 28 et 29 du CCAG-PI sont applicables.

Toutefois, par dérogation à l’article 28.2 du CCAG-PI, le Maître de l’ouvrage notifiera sa décision d’admission, d’ajournement ou de rejet sans contrainte de délai.

De plus, par dérogation à l’article 29, aucune admission tacite n’aura cours dans le cadre de la présente mission. Une validation écrite devra nécessaire acter l’admission des prestations.

La CPAM du Rhône actera par écrit sa décision (admission, ajournement, réfaction et rejet).

Le Maître d’ouvrage examine et donne son accord sur chaque phase.

Par dérogation à l’article 29 du CCAG PI, dans le cas où la maitrise d’ouvrage prend une décision d’ajournement, le titulaire doit :

* Tenir compte de ces observations dans l’élaboration du programme
* Remettre dans un délai de 5 jours ouvrés les dossiers rectifiés.

# ARTICLE 11 – PROPRIETE INTELLECTUELLE – UTILISATION DES RE­SULTATS

Il fait application du chapitre 6 du CCAG-PI comprenant les articles 32 à 35, définissant les résultats et le régime, applicables aux connaissances et aux résultats découlant du marché.

A ce titre, le présent article rappelle le régime d’utilisation des résultats dans le cadre de la consultation.

L'acheteur peut librement publier les résultats sous réserve des éventuelles obligations de confidentialité et cette publication ne constitue pas une divulgation au sens du droit de la propriété industrielle.

Les données générées dans le cadre du présent marché sont confidentielles et appartiennent exclusi­vement à l'acheteur.

Les résultats finaux ne peuvent pas faire l’objet d’une exploitation à titre commercial par le titulaire. Si ce dernier souhaite communiquer les résultats à tout autre tiers au marché (hors obligation légale de trans­mission des documents auquel il est soumis), celui-ci doit préalablement en informer le pouvoir adjudi­cateur et obtenir son accord express.

Le pouvoir adjudicateur dispose du droit d'utiliser les résultats pour les besoins découlant de l'objet du marché. Les résultats finaux sont à titre exclusif pour l’acheteur (sauf en cas d’autres obligations légales) sur la durée du marché, et pour la France hormis la publication sur Internet en vue de la conclusion d’un marché nécessaire à la bonne réalisation de de toutes opérations de travaux lancés par l’organisme.

Le titulaire du marché est tenu au secret professionnel pour tout ce qui a trait aux renseignements et documents recueillis au cours de sa mission.

Ces renseignements ou documents ne peuvent, sans autorisation, être communiqués à d’autres per­sonnes que celles qui ont qualité pour en connaître.

Le titulaire du marché s’interdit d’utiliser les documents qui lui sont confiés à d’autres fins que celles qui sont prévues par le présent contrat.

# ARTICLE 12 – OFFRE TARIFAIRE

## 1 .1 – Prix

Les prestations objet du présent marché, sont rémunérées, pour chaque bon de commande en application d’un prix unitaire égal à :

**€ HT / jour**

Tous les frais afférents à cette mission seront compris dans le coût journalier indiqué ci-avant.

**12.2 Mois d’établissement du prix du marché**

Le prix du présent marché est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois zéro (mo) : juin 2025

**12.3 - Modalités de révision des prix**

La révision des prix est effectuée, annuellement, à la date anniversaire du marché, par l’application au montant hors taxes du prix unitaire jour, d’un coefficient (CR) résultant de la variation des index définis ci-dessous.

Prix révisé = Prix initial du marché \* CR

CR = 0,875 \* c1/C1 + 0,125

où

c1 = indice ING (Ingénierie) en vigueur Dernière valeur connue et publiée à la date de la révision

C1 = indice ING (Ingénierie) en vigueur à la date de remise de l’offre finale par le titulaire

Détermination des prix de règlement :

En cas d'arrêt d'un indice de révision des prix, celui-ci est substitué de plein droit par le nouvel indice prévu par l’INSEE pour remplacer l’indice arrêté, ou à défaut, l’indice le plus proche de l’objet du marché, dans le respect des dispositions du Code monétaire et financier.

Si un coefficient de raccordement est prévu pour la transition entre l’indice arrêté et le nouvel indice, il se verra appliqué de plein droit dans le présent marché.

# ARTICLE 13 – MODALITES DE REGLEMENT

## **13.1 – Cautionnement & retenue de garantie**

Le présent marché est dispensé de cautionnement et de retenue de garantie.

## **13.2 – Avances**

Sauf indication contraire portée par le titulaire du présent marché ci-après, une avance doit être accordée lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 euros HT en application des dispositions des articles R 2191-3 à 5 du code de la commande publique.

Cette avance n’est due au titulaire que sur la part du marché qui ne fait pas l’objet de sous- traitance.

Le montant de l’avance est fixé à 5 % du montant initial toutes taxes comprises du marché si la durée de ce dernier est inférieure ou égale à 12 mois et à une somme égale à 12 fois le montant initial du marché divisé par la durée du marché exprimée en mois si cette durée est supérieure à 12 mois.

Le taux de l’avance est porté à 20 % lorsque le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l’article R 2151-3 du code de la commande publique.

Le remboursement de l’avance commence lorsque le montant cumulé des demandes d’acomptes pré­sentées par le maître d’œuvre atteindra ou dépassera 65% du montant initial TTC du marché**.** Ce rem­boursement devra être terminé lorsque ledit montant aura atteint 80% du montant initial TTC du marché.

Le remboursement s’effectue par précompte sur les sommes dues au titulaire à titre d’acomptes ou de règlement partiel définitif ou de solde.

Le montant de l’avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d’une clause de variation de prix.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants lorsque le montant des prestations dont ils ont la charge est au moins égal au seuil fixé à l’article R 2191-3 du code de la commande publique.

Le versement de l’avance, dont le montant est égal à 5% du montant des prestations sous-traitées, et son remboursement sont effectués conformément des articles R 2191-3 à 12 du code de la commande pu­blique.

Je renonce au bénéfice de l’avance :

|  |  |
| --- | --- |
| **Candidat individuel ou cotraitant 1 (mandataire)** | OUI  NON |
| **Cotraitant 2** | OUI  NON |
| **Cotraitant 3** | OUI  NON |
| **Cotraitant 4** | OUI  NON |

## **13.3 – Acomptes et paiements partiels définitifs**

**> Acomptes**

Pour les prestations à prix forfaitaire, le règlement des sommes dues au titulaire fait l’objet d’acomptes périodiques versés à la fin de chaque phase (préparation, exécution, AOR, art. 5.2 du présent document) en fonction du temps passé, après admission des prestations par le maître d’ouvrage.

Pour les tranches optionnelles, les prix déterminés en application des prix indiqués à l’article 13.1.2 ci-avant, les sommes dues au titulaire feront l’objet d’acompte après l’admission des prestations de chaque tranche par le maitre d’ouvrage.

**> Paiements Partiels définitif**

Pour les prestations complémentaires, réglées en application des prix unitaires, après la décision d’admis­sion de la mission. Le titulaire émettra une demande de paiement énoncées dans l’article 14.4 ci-après et en application de l’article 11.7 du CCAG-PI

## **13.4 - Facturation**

La demande de paiement contient les éléments énoncés à l’article 11.3 du CCAG PI.

Par dérogation à l’article 11.8 du CCAG-PI, les factures seront adressées de manière dématérialisée au format PDF et déposées sur la plate-forme CHORUS PRO

* Le numéro de SIRET, qui identifiera l’Acheteur en tant que destinataire de la facture : CPAM du Rhône : 517 465 928 00011**.**
* Le code service qui permettra de distinguer les différents services d’une même structure : pour le présent marché, le code service est : TRAVAUX - MAINTENANCE
* Le numéro d’engagement qui correspond au NUMERO DE COMMANDE (à défaut de numéro de commande, il conviendra de mentionner la référence du marché telle qu’elle figure en page de garde du présent document ou toute référence permettant d’identifier votre prestation).

En cas d’interrogation sur les modalités d’utilisation de ce dispositif, le Titulaire pourra consulter :

* Le site Communauté Chorus Pro (https://communaute-choruspro.finances.gouv.fr)
* L’aide en ligne du portail Chorus Pro.

La CPAM du Rhône se libèrera des sommes dues au titre du présent marché en faisant porter le montant au crédit du ou des comptes suivants[[1]](#footnote-1) :

|  |  |
| --- | --- |
| Ouvert au nom de |  |
| Pour les prestations suivantes |  |
| Domiciliation |  |
| Code banque |  |
| Code guichet |  |
| N° de compte |  |
| Clé RIB |  |
| IBAN |  |
| BIC |  |

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur :

Un compte unique ouvert au nom du mandataire;

Les comptes de chacun des membres du groupement suivant les répartitions indiquées en an­nexe du présent document.

# ARTICLE 14 – DELAIS DE PAIEMENT

Le délai de paiement est fixé à 30 jours, à compter de la date de réception des factures conformément aux articles R.2192-10 et R.2192-12 du code de la commande publique.

Lorsque la date de réception de la demande de paiement est incertaine ou antérieure à la date d’exécu­tion des prestations, le délai de paiement court à compter de la date d’exécution des prestations confor­mément à l’article R.2192-13 du code de la commande publique.

Conformément à l’article R.2192-27 du code de la commande publique, lorsque la demande de paiement ne comporte pas l’ensemble des pièces et mentions prévues par la loi ou par le marché ou que celles-ci sont erronées ou incohérentes, le délai de paiement peut être interrompu une seule fois par le pouvoir adjudicateur.

Ce délai sera interrompu en cas de contestation de facture de la part la CPAM du Rhône signifié par tout moyen permettant d’attester une date certaine de réception conformément à l’article R.2192-28 du code de la commande publique.

Le défaut de paiement dans les délais prévus ci-dessus fait courir de plein droit le versement des intérêts moratoires et de l’indemnité forfaitaire pour les frais de recouvrement prévus aux articles 39 et 40 de la loi n°2013-100 du 28 janvier 2013 portant diverses dispositions d’adaptation de la législation au droit de l’Union européenne en matière économique et financière au bénéfice du titulaire et du sous-traitant payé directement.

Le montant de l’indemnité forfaitaire pour les frais de recouvrement est fixé à 40 euros par facture.

Les intérêts moratoires qui pourront être dus seront calculés sur la base du taux d’intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au 1er jour du semestre de l’année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Coordonnées du comptable assignataire chargé des paiements :

ALINE BERNADAC

Directrice comptable

CPAM DU RHÔNE

276 COURS EMILE ZOLA

69100 VILLEURBANNE

# ARTICLE 15 – ARRET DE L’EXECUTION DES INTERVENTIONS

En application de l’article 22 du CCAG-PI, la personne représentant le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d’arrêter l’exécution des interventions qui font l’objet du présent marché à l’issue de cha­cune des phases.

La décision d’arrêter l’exécution des prestations ne donne lieu à aucune indemnité.

# ARTICLE 16 – RESILIATION

Par dérogation à l’article 41.5 du CCAG-PI, la notification du décompte par le pouvoir adjudicateur au titulaire doit être faite au plus tard 3 mois après la date d’effet de la résiliation du marché. Le cas échéant, les pénalités pour retard sont appliquées jusqu’à la veille incluse du jour de la date d’effet de la résiliation.

Il sera fait, le cas échéant, application des articles 36 à 39 inclus du CCAG-PI avec les précisions sui­vantes :

*Résiliation du fait du maître de l’ouvrage*

Pour la fixation de la somme forfaitaire figurant au crédit du titulaire, à titre d’indemnisation, le pourcen­tage prévu à l’article 41.2.2.4 du CCAG-PI est fixé à 5%.

*Résiliation du marché aux torts du titulaire ou cas particulier :*

Si le présent marché est résilié dans l’un des cas prévus aux articles 37 et 39 du CCAG-PI, la fraction des prestations déjà accomplies par le titulaire et acceptées par le Maître de l’ouvrage est rémunérée avec un abattement de 10%. Toutefois, dans le cas de résiliation suite au décès ou à l’incapacité civile du titulaire (article 37.1 du CCAG-PI), les prestations sont réglées sans abattement.

Par ailleurs, si après mise en demeure restée infructueuse, le titulaire refuse de produire tous les six mois jusqu’à la fin de l’exécution du marché les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et 8 du code du travail, le marché peut être résilié aux torts du titulaire.

# ARTICLE 17 – EXECUTION AUX FRAIS & RISQUES DU TITULAIRE

Conformément à l'article 27 du CCAG prestations intellectuelles, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, soit lorsque le titulaire n'a pas déféré à une mise en demeure de se conformer aux stipulations du marché ou aux ordres de service, ou en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché pour faute du titulaire, à la condition que la décision de résiliation le mentionne expressément.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

# ARTICLE 18 – ASSURANCES

Avant tout commencement d’exécution, le prestataire justifie qu’il est titulaire d’une assurance couvrant les responsabilités qu’il est susceptible d’encourir du fait de l’accomplissement de ses prestations.

Par dérogation à l’article 9.2 du CCAG-PI, et sous réserve qu’ils n’aient pas fourni un tel document au moment de la remise des candidatures, le candidat sur le point d’être retenu ainsi que les sous-traitants désignés dans le marché doivent justifier, **avant la notification du marché et dans un délai de 10 jours ouvrés à compter de la demande du maître d’ouvrage**, une attestation de son/leur assureur justifiant être à jour des cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l’exigence de la mission.

**La non production des attestations d’assurance est un obstacle à la conclusion du marché.** Le candidat fera son affaire de la collecte des attestations d’assurance de ses sous-traitants afin de les produire à toute réclamation du maître d’ouvrage.

Aucun règlement ne pourra avoir lieu sans une attestation de la compagnie d’assurance intéressée certifiant que le candidat a réglé les primes afférentes.

Par dérogation à l’article 18 du CCAG-PI, aucune assurance des moyens mis à la disposition ne sera demandée au titulaire du présent marché.

# ARTICLE 19 – CONFIDENTIALITE – MESURE DE SECURITE

Le titulaire, le pouvoir adjudicateur, ainsi que son représentant, qui à l’occasion de l’exécution du mar­ché, ont connaissance d’informations ou reçoivent communication de documents ou d’éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs, notamment à l’objet du marché, aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services du titulaire, du pouvoir adjudicateur, ainsi que de son représentant, sont tenus de prendre toute mesures néces­saires afin d’éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n’a pas à en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d’informations, de documents ou d’éléments qu’elle a elle-même rendus publics.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s’imposent à lui pour l’exécution du marché.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties du marché.

Chaque partie au marché est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à carac­tère personnel, auxquelles elle a accès pour les besoins de l’exécution du marché.

Le titulaire s’engage, ainsi que ses sous-traitants à respecter la loi n°78-17 du janvier 1978 modifiée relative à l’informatique, aux fichiers et aux libertés.

Le titulaire s’engage, ainsi que ses sous-traitants à respecter le règlement UE 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l’égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (dit règlement RGPD).

Le titulaire s’engage, ainsi que sous-traitants à respecter l’ordonnance n°2018-1125 du 12 décembre 2018 relative à la protection des données personnelles.

En cas d’évolution de la législation sur la protection des données à caractère personnel en cours d’exé­cution du marché, les modifications éventuelles demandées par le représentant du pouvoir adjudicateur, afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature, par les parties au marché, d’un avenant.

Pour assurer cette protection, il incombe au représentant du pouvoir adjudicateur d’effectuer les décla­rations et d’obtenir les autorisations administratives nécessaires à l’exécution des prestations prévues par les documents particuliers du marché.

Lorsque les prestations sont à exécuter dans un lieu où des mesures de sécurité, indiquées dans les documents particuliers du marché, s’appliquent, notamment dans les zones protégées en vertu des dis­positions législatives ou réglementaires prises pour la protection du secret de la défense nationale, le titulaire est tenu de respecter ces mesures.

Il ne peut prétendre, de ce chef, ni à prolongation du délai d’exécution, ni à indemnité, ni à supplément de prix, à moins que les informations ne lui aient été communiquées que postérieurement au dépôt de son offre et s’il peut établir que les obligations qui lui sont ainsi imposées nécessitent un délai supplé­mentaire pour l’exécution des prestations prévues par le marché ou rendent plus difficile ou plus oné­reuse pour lui l’exécution du contrat.

Le titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables et reste responsable du respect de celles-ci.

Le titulaire, ainsi que ses sous-traitants, s’engagent à respecter toute consigne donnée par les autorités compétentes.

# ARTICLE 20 – CLAUSE DE REEXAMEN

Conformément à l’article R 2194-1 du Code de la Commande publique, « *le marché peut être modifié lorsque les modifications, quel que soit leur montant, ont été prévues dans les documents contractuels initiaux* »….

Le présent article défini le champ d’application, la nature des modifications et les conditions dans lesquelles le présent article peut être utilisé.

La CPAM du Rhône pourra donc modifier le présent marché (prix et périmètre technique) au titre de la clause de réexamen :

- Si le nombre d’agents devant être rapatriés sur l’immeuble Zola est amené à varier à la hausse comme à la baisse.

- Si le périmètre de l’opération était modifié suite à une décision de la Direction de la CPAM et/ou de la CNAM.

- Si un changement de stratégie immobilière décidé par la CPAM du Rhône et/ou la CNAM intervient durant la présente mission.

- Si le calendrier du projet doit être modifié.

- Modification du périmètre des tranches optionnelles.

La modification sera actée par Ordre de service ou avenant.

Si les prestations sont revues à la hausse, au titre du présent article, celle-ci seront facturée sur la base des prix unitaires indiqués à l’article 13.3.2

# ARTICLE 20 – REGLEMENT DES LITIGES

Pour le règlement des litiges, il sera fait recours à l’arbitrage tel qu’il est réglé par le livre IV du nouveau code de procédure civile.

# ARTICLE 21 – DEROGATIONS AU CCAG-PI

|  |  |
| --- | --- |
| Articles du marché concernés | Articles du CCAG-PI auxquels il est dérogé |
| 3 | 4.1 |
| 7.2 | 28.4.2 |
| 9 | 14 |
| 13.4 | 11.8 |
| 16 | 41.5 |
| 18 | 9.2 |
| 18 | 18 |

## **Signature du marché ou de l’accord-cadre**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Nom, prénom et qualité**  **du signataire (\*)** | **Lieu et date de signature** | **Signature** |
|  |  |  |

(\*) Le signataire doit avoir le pouvoir d’engager la personne qu’il représente.

**\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ O \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_**

## **Acceptation de l’offre par le maître d’ouvrage**

Est acceptée la présente offrepour valoir marché.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Nom, prénom et qualité**  **du signataire** | **Lieu et date de signa­ture** | **Signature** |
|  |  |  |

Elle est complétée par les annexes suivantes[[2]](#footnote-2) :

Annexe n°1 relative à la désignation et répartition des cotraitants en cas de groupement

Annexe n°2 Livret relatif à la sécurité de l’information

Annexe n°3 Sécurité et confidentialité

Annexe n°… relative à la mise au point du marché (ou OUV11) ;

Annexe n°… relative aux demandes de précisions ou de compléments sur la teneur des offres (ou OUV6) ;

Annexe n°… relative à la présentation d’un sous-traitant (ou DC4) ;

Autres annexes (A préciser) :

## **Notification du marché au titulaire (date d’effet du marché)**

En cas de remise contre récépissé :

Le titulaire signera la formule ci-dessous :

« Reçu à titre de notification une copie du présent marché »

|  |  |
| --- | --- |
| A |  |
| Le |  |
| Signature |  |

En cas d’envoi via le profil acheteur :

Coller ci-dessous l’avis de réception électronique, valant date de notification du marché.

Collez ICI

## Nantissement ou cession de créances

**Certificat de cessibilité établi**

|  |  |
| --- | --- |
| A |  |
| Le |  |
| Signature |  |

**OU**

**Copie délivrée en unique exemplaire** pour être remise à l’établissement de crédit en cas de cession ou de nantissement de créance de :

|  |  |
| --- | --- |
| 1  La totalité du marché dont le montant est de *(indiquer le montant en chiffres et en lettres)* : |  |
| 2  La totalité du bon de commande n°….. af­férent au marché *(indiquer le montant en chiffres et lettres)* : |  |
| 3  La partie des prestations que le titulaire n’envisage pas de confier à des sous-traitants bénéficiant du paiement direct, est évaluée à *(indiquer en chiffres et en lettres)* : |  |
| 4  La partie des prestations devant être exécutée par ……………………………………………. et évaluée à *(indiquer le montant en chiffres et en lettres)* : |  |

|  |  |
| --- | --- |
| A |  |
| Le |  |
| Signature |  |



1. *Joindre un ou des relevé(s) d’identité bancaire ou postal.* [↑](#footnote-ref-1)
2. *Cocher la case correspondante* [↑](#footnote-ref-2)